



HAL
open science

Les pays du Sud-Caucase. Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie

Raphaël Jozan

► **To cite this version:**

Raphaël Jozan. Les pays du Sud-Caucase. Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie. Les Études du CERI, 2012, n° 192, pp.30-36. hal-04560449

HAL Id: hal-04560449

<https://sciencespo.hal.science/hal-04560449>

Submitted on 26 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Deuxième partie

Les pays du Sud-Caucase

Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie *par Raphaël Jozan*

La région du Sud-Caucase a globalement connu en 2012 une croissance économique, tirée par des cours soutenus des matières premières (énergies, minerais, produits agricoles), par l'augmentation de la masse d'argent envoyée par les expatriés vers leurs pays d'origine, et par une stabilité des institutions testée à l'occasion des élections législatives en Arménie (mai 2012) et en Géorgie (octobre 2012).

Lourdement frappée par les crises successives de 2008 à 2010 (guerre, crise financière, crise alimentaire, crise de l'euro et déclin européen), par un certain désengagement politique occidental, et par une baisse d'intérêts pour ses ressources d'hydrocarbures, la région doit mettre en cause son modèle de développement. Les gouvernements poursuivent plus ou moins rapidement la conduite des réformes et la mise en place progressive des programmes de diversification industrielle et commerciale, pour se mettre à l'abri des chocs extérieurs et promouvoir la création d'emplois. Les succès se font encore attendre, dans une région où l'équation du développement est particulièrement contrainte (faible marché intérieur, enclavement vis-à-vis des grandes routes de la mondialisation, lacune généralisée de compétences, fragmentation du territoire, tensions géopolitiques...).

Les économies des trois pays du Sud-Caucase enregistrent d'ailleurs des taux de croissance en diminution par rapport à 2011. Celle du PIB de l'Azerbaïdjan continue de s'essouffler (3,9 % en 2012 contre 5 % en 2010 et 9,3 % en 2009), alors que l'Arménie et la Géorgie, dont les besoins de financements externes sont supérieurs et qui sont donc plus exposées à la baisse de disponibilité globale de capitaux, enregistrent respectivement des taux de croissance de 3,9 % et 6,5 %, contre 4,6 % et 7 % en 2011. La Géorgie a retrouvé son niveau d'activité d'avant la guerre de 2008, et sa croissance a été certainement freinée par la période électorale. L'alternance du pouvoir et l'incertitude vis-à-vis de la politique du gouvernement de Bidzina Ivanichvili, en particulier vis-à-vis de la Russie, induit une certaine perplexité sur l'avenir économique et politique de la région.

2012, année charnière de la géoéconomie du Sud-Caucase ?

Depuis l'implosion de l'URSS, la région sud-caucasienne s'est peu à peu détachée des réseaux économiques et politiques établis pendant la période soviétique, qui l'avaient coupée de ses liens avec l'Europe et le Sud. Ce mouvement a bénéficié en particulier à l'Azerbaïdjan, producteur d'hydrocarbures, de loin la plus grosse économie de la région avec un PIB égal à 75 milliards de dollars en 2012, contre 13 et 10 milliards pour la Géorgie et l'Arménie. Depuis le milieu des années 1990, mais surtout au cours des années 2000, le pays a bénéficié d'une croissance régionale tirée par le développement du secteur énergétique et un désenclavement progressif de la région. Les deux processus ont été réalisés grâce à d'importants investissements dans l'extraction, qui ont permis de produire 45,4 millions de tonnes de pétrole en 2011, contre 9,4 millions de tonnes en 1994. Des voies alternatives à celles passant par le territoire russe ont été ouvertes au cours des années 1990 pour acheminer le pétrole de la Caspienne vers la mer Noire et la mer Méditerranée, et bénéficier ainsi de prix alignés sur les marchés de la région européenne.

Le désenclavement s'est construit également au niveau institutionnel, en partie sur l'impulsion de la Géorgie, qui a été le premier pays de la région à adhérer à l'OMC (en 2000), avant l'Arménie (qui en est membre depuis 2003). La Géorgie a construit et retrouvé une fonction historique de corridor commercial, véritable levier de croissance de la région, permettant les échanges entre l'Est et l'Ouest mais aussi les échanges transversaux entre les pays de la région, dont les relations diplomatiques demeurent très tendues, en particulier entre la Turquie et l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie. Véritable

plateforme d'échange régionale, la Géorgie a conduit des réformes majeures après la « révolution des roses » de 2003, en particulier celle des douanes, qui sont devenues particulièrement transparentes et efficaces, exception régionale qui mérite d'être soulignée. La lutte contre la corruption menée par les gouvernements du président Mikhaïl Saakachvili, et la libéralisation de l'économie impulsée à marche forcée, ont nettement facilité les échanges commerciaux et participé à l'attractivité de la région pour les investissements, en dehors de l'économie des hydrocarbures et autres ressources naturelles (mines).

Les hydrocarbures n'ont pas été les seuls concernés par la réhabilitation des infrastructures de transport, et l'accélération des échanges a été favorisée par une politique plus vaste qui concerne les routes, les chemins de fer ou le transport d'électricité. L'année a été particulièrement animée dans ce domaine. Pratiquement achevé, l'axe routier Sarpi-Tbilissi-Bakou permet d'absorber la majeure partie du fret sec, alors que le chemin de fer, en particulier l'axe Bakou-Batumi, est très majoritairement couvert par le fret liquide d'hydrocarbures. De nouvelles lignes sont en cours de construction, financées principalement par des fonds azéris : la ligne Kars-Akhalkalaki-Tbilissi (105 kilomètres, 500 millions de dollars), qui poursuit l'axe Tbilissi-Bakou, est en cours de finalisation et devrait permettre d'accroître les volumes de cargo entre la Turquie et l'Azerbaïdjan. L'interconnexion électrique de la région avec la Turquie s'est poursuivie en 2012, avec la finalisation de la mise en place de deux nouvelles lignes à haute tension.

S'ils branchent les pays sur l'économie mondiale, les projets d'infrastructures et les réformes institutionnelles permettent surtout de les ancrer dans une économie régionale élargie à l'ouest et au sud. Le secteur pétrolier reste un cas très particulier, par l'origine mondialisée des investissements qui le nourrissent, et qui sont portés par les principales *majors* (d'origines américaine, britannique, norvégienne, turque, saoudienne, japonaise et russe). Les IDE viennent majoritairement de la région, et notamment de la Turquie. L'Azerbaïdjan est la première source des investissements opérés en Géorgie en 2012, le principal investisseur étant Socar, la société pétrolière d'Etat azerbaïdjanaise. La Géorgie, et avec elle l'Arménie, ouvre les bras aux capitaux privés iraniens, dont certains fuient un pays lourdement pénalisé par le programme nucléaire de son gouvernement et fragilisé par des tensions internes. Ils bénéficient depuis 2011 d'un accord de liberté de circulation sur le territoire géorgien.

Pour sa part, la voie du Nord s'est peu à peu refermée du fait des tensions entre la Géorgie et la Russie (l'embargo russe sur de nombreux produits géorgiens depuis 2006, puis la fermeture des frontières à l'issue de la guerre d'août 2008). En 2012 cependant, les négociations d'adhésion de la Russie à l'OMC ont permis d'actionner un mouvement de normalisation des relations commerciales entre les deux pays, et la réouverture de certains points de passage aux frontières, sans que les problèmes de fond soient réglés, à cause de l'occupation de territoires géorgiens (Abkhazie et Ossétie du Sud). L'ouverture des frontières aura certainement un impact positif sur certains secteurs, notamment agricoles, mais il faut avoir à l'esprit qu'une partie de la réussite de la lutte contre le banditisme et la corruption en Géorgie est justement liée à des frontières hermétiques, qui ont nettement participé à limiter le développement des réseaux mafieux, constitués sur des territoires transfrontaliers.

La défaite du parti du président de la Géorgie, Mikhaïl Saakachvili, aux élections parlementaires d'octobre 2012, et la victoire de la coalition emmenée par l'oligarque Bidzina Ivanishvili, laissent présager un resserrement des relations avec la Russie, dont il est difficile d'anticiper les conséquences sur la libéralisation et l'affirmation des institutions démocratiques du pays et de la région. Le Kremlin, très favorable à l'entrée en politique du milliardaire géorgien devenu Premier ministre, semble continuer à avancer ses pions sur le Caucase du Sud, qu'il considère encore aujourd'hui comme son pré-carré. L'extension de la base militaire russe de Gyumri (en Arménie) a été ratifiée par le pouvoir russe en juin 2012, et le gouvernement met actuellement en avant la possibilité d'offrir à l'Arménie un prêt de 2 milliards de dollars, véritable menace pour les institutions financières internationales qui sont d'importants partenaires financiers de l'Etat. De telles sommes déstructureraient la dette du pays qui ne pourrait certainement pas les absorber. Cette pratique témoignerait d'une volonté d'inféoder l'Arménie, déjà fortement dépendante de la Russie pour l'approvisionnement en gaz (à des tarifs préférentiels, 180 millions de dollars par 1000 mètres cube contre 325 millions en moyenne dans les pays baltes et de la CEI).

Il est cependant difficile de concevoir un retournement rapide de la situation, tant les cartes ont été redistribuées au cours des vingt dernières années, en particulier en Géorgie avec l'affirmation d'acteurs turcs, azéris et iraniens, et étant donné le poids majeur des institutions financières internationales (IFIs), en particulier dans le secteur bancaire. Les discours nationalistes, antiturcs, anti-azéris, anti-arméniens de la campagne électorale, même s'ils ont été relayés par certaines figures du gouvernement d'Ivanishvili après la victoire, sont aujourd'hui moins audibles, en raison de la réalité des échanges économiques et des investissements : les trois pays du Sud-Caucase doivent intégrer que leur croissance économique se construira essentiellement sur des bases régionales. D'autant plus depuis que s'expriment une baisse d'intérêt pour le gaz de la Caspienne, un certain désengagement américain dans la grande région (du fait d'un repositionnement diplomatique sur le Pacifique), et une ligne diplomatique européenne qui peine à construire sa cohérence.

Vers un essoufflement de la trajectoire économique de l'Azerbaïdjan ?

L'économie azérie est dominée par le secteur énergétique. Celui des hydrocarbures représentait 52 % du PIB en 2011 et près de 85 % de la production industrielle. Cela permet à l'Azerbaïdjan d'avoir un excédent commercial de 17,3 milliards de dollars, grâce à la reprise de la demande extérieure et des cours du pétrole, et de disposer d'un confortable excédent budgétaire (qui, en 2010, a atteint 10,9 % du PIB) grâce à la manne pétrolière et aux transferts du fonds pétrolier. Cependant, si le pays a été relativement épargné par la crise (+ 9,3 % en 2009), il enregistre depuis la fin de 2010 un fort ralentissement de sa croissance confirmé en 2012, avec des perspectives qui se situent autour de 3 ou 4 %.

Ce niveau de croissance relativement faible met en lumière les maux communément partagés avec d'autres pays pétroliers où le secteur des hydrocarbures étouffe le reste de l'économie (peu de création de valeur ajoutée, une captation de richesses par quelques « clans », une économie insuffisamment diversifiée, l'appréciation du taux de change, la chute de la compétitivité industrielle). Cela étant, les secteurs non-pétroliers ont cru plus rapidement (+ 9 %), avec une croissance qui s'est encore concentrée en 2012 dans le domaine de la construction, continuant à créer une importante bulle immobilière dans la ville de Bakou, en chantier depuis des années. Le secteur bancaire, de taille très limitée et fortement concentré (la banque publique IBA regroupe 45 % des dépôts), n'offre pas les conditions de soutien à l'entrepreneuriat privé dans le pays, et le climat des affaires est particulièrement peu favorable aux entreprises étrangères. Les IDE sont quasiment inexistantes en dehors des projets liés aux hydrocarbures.

S'il a été moteur et s'il permet l'accumulation d'importants excédents commerciaux, le secteur des hydrocarbures peine à soutenir la croissance, car les champs en exploitation approchent de leur niveau maximal de production et l'ouverture de nouveaux gisements se fait attendre, à cause des incertitudes sur l'augmentation des capacités de transport. Le projet Nabucco piétine et a ralenti la mise en route de la phase 2 du gisement gazier de Shah Deniz, mais de nouveaux espoirs sont suscités par la signature, en juin 2012, d'un accord gouvernemental sur la construction du gazoduc Tanap. La géopolitique de la Caspienne et la promotion par la Russie de projets qui passent par son territoire sont certainement des raisons importantes de ce ralentissement, tout comme les destructions d'infrastructures (en Géorgie au cours de la guerre 2008 ou lors des actions terroristes d'octobre 2012) qui fragilisent les projets.

Malgré les excédents, les évolutions économiques et politiques régionales pressent le gouvernement de mettre en place des réformes susceptibles d'engager une diversification. Dès 1999, le Fonds pétrolier d'Etat (32 milliards de dollars en juillet 2012, soit 3 milliards de plus qu'en 2011), avait été créé pour stériliser les capitaux issus de la vente des hydrocarbures. La dépendance du budget de l'Etat aux transferts de ce fonds s'est encore accrue et le revenu pétrolier constitue 60 % de ses recettes, avec un déficit hors-pétrole qui se creuse. L'ultradépendance au secteur des hydrocarbures fait peser un risque significatif sur l'économie azerbaïdjanaise en cas de retournement des cours. Malgré cela, une faible vision stratégique empêche le gouvernement et les élites de relever les défis du développement.

La politique de l'Etat semble s'enfermer dans le projet de contrôle du Haut-Karabakh par une action militaire : le budget militaire n'a cessé de gonfler pour atteindre 3,12 milliards de dollars en 2011 (contre 0,13 en 2003), soit près de 20 % du budget national, et les autorités azerbaïdjanaises ont continué en 2012 d'acquérir des armes, notamment des drones vendus par Israël.

L'Arménie est-elle sur la voie des réformes structurelles ?

L'Arménie a poursuivi en 2012 son mouvement de récupération d'une trajectoire de croissance engagé en 2011. Le pays est celui qui a le plus souffert de la crise financière, avec une chute de 14,1 % du PIB en 2009. On enregistre peu à peu un effacement de la morosité de la population, et une reprise de la confiance, en partie liés à la reprise des envois d'argent des expatriés, qui avaient baissé d'un tiers pendant la crise. Le niveau de croissance est donc tributaire de la conjoncture mondiale (et russe en particulier), et le pays n'est pas à l'abri de nouveaux chocs exogènes.

Il enregistre en fait une relance de ses secteurs industriel et agricole, ce dernier ayant bénéficié de très bonnes récoltes en 2012 grâce à des conditions climatiques favorables, ce qui explique en partie la bonne maîtrise de l'inflation cette année. Les secteurs miniers ont encore profité des cours élevés des métaux et des produits minéraux. Le secteur de la construction, le plus touché par la crise (responsable de 11,4 % de la chute du PIB) ne retrouve toujours pas sa dynamique car les investisseurs se méfient désormais de la spéculation. Le pays enregistre toujours un chômage élevé en raison du manque de compétitivité structurel des industries, et cela malgré la dévaluation du dram en 2009, qui avait été maintenu artificiellement élevé pendant des années.

Témoin des profonds déséquilibres économiques du pays, la balance courante est fortement déficitaire, même si elle suit une tendance baissière, du fait des cours. Le pays n'est pas à l'abri d'une augmentation du prix du gaz, importé depuis la Russie selon un contrat signé avec Gazprom qui fait actuellement l'objet d'importantes négociations. Le déficit courant (10 % du PIB en 2012 selon le FMI) est financé par les prêts des IFIs, ce qui creuse la dette extérieure publique (37,6 % en 2012 contre 34,1 % du PIB en 2011). Il doit de plus en plus être financé par des investissements étrangers, mais ceux-ci ne sont pas à la hauteur des attentes. Le pays a bénéficié en 2011 de nouveaux IDE à travers les privatisations intervenues dans le secteur miniers, avec notamment des investissements chinois, américains et canadiens, mais globalement la baisse des investissements étrangers se poursuit, dans un climat de faible attractivité de la région, et d'une dépendance accrue aux ressources financières extérieures.

Depuis la crise, le gouvernement arménien conduit avec conviction des réformes, appuyées par les bailleurs internationaux, qui aiguillent le pays vers une gestion plus saine et équilibrée des finances publiques. La réduction des dépenses de l'Etat est devenue une priorité, tout comme l'augmentation des prélèvements, ce qui conduit l'Arménie à regarder avec intérêt les réformes conduites en Géorgie. L'instauration récente d'un système de déclaration fiscale électronique visant à limiter les contacts entre citoyens/entrepreneurs et fonctionnaires, et donc les occasions de corruption, doit encore faire ses preuves malgré les améliorations remarquées. En plus d'une réforme de l'Etat, la priorité va vers l'amélioration du climat des affaires et de la concurrence, à travers le renforcement des pouvoirs de l'Autorité nationale de protection de la concurrence qui dépose régulièrement des plaintes contre des entreprises pour abus de position dominante. Le gouvernement montre une volonté d'agir dans la transparence, et communique sur ses programmes. Cela se traduit entre autre dans la mise en place de politiques publiques construites sur des stratégies formalisées par les ministères, comme par exemple pour les services publics de gestion de l'eau ou les questions agricoles, ce qui est de bon augure pour la croissance de moyen terme du pays. Les élections de mai 2012 se sont déroulées correctement et ont vu la reconduction de la majorité du parti du président, Serge Sarkissian, qui se présentera à nouveau aux élections présidentielles en 2013.

Géorgie, une croissance aux faibles effets d'entraînement

Il est aujourd'hui très difficile de prédire les conséquences politiques et économiques à l'échelle du pays comme à l'échelle régionale des résultats des élections parlementaires d'octobre 2012, qui ont consacré la victoire de la coalition de partis emmenée par Bidzina Ivanishvili sur le parti du président Saakachvili, tenant jusqu'alors de la majorité absolue.

L'alternance a pris au dépourvu la plupart des observateurs, la classe politique et les électeurs. Premièrement parce que l'expérience de l'alternance et d'élections transparentes et démocratiques fait figure d'exception dans la région. Deuxièmement parce qu'il n'existait pas en Géorgie, jusqu'à l'annonce de l'entrée en campagne de Bidzina Ivanishvili, d'opposition structurée capable d'organiser une dynamique électorale. Troisièmement parce que malgré les difficultés économiques internationales, la croissance a été au rendez-vous en Géorgie cette année. Le gouvernement a poursuivi le mouvement de réformes selon les recettes qui avaient porté son succès au cours de la dernière décennie auprès de la population, soit la libéralisation de l'économie, les investissements publics dans les infrastructures, les efforts faits en vue d'accroître l'attractivité du pays aux yeux des investisseurs étrangers notamment. La Géorgie s'est imposée comme un partenaire solide pour les institutions financières internationales par le sérieux de la gestion des finances publiques (et ce malgré la campagne présidentielle) et par la stabilisation macroéconomique, qui lui ont permis d'être favorablement reconnue par les agences de notation (Fitch : BB-).

Mais la politique menée par le gouvernement et son programme électoral n'ont pas convaincu la majorité de la population de sa capacité à relever les importants défis du développement économique après les élections d'octobre 2012, à savoir un taux de chômage très élevé (touchant 16,3 % de la population active) et un nombre massif d'actifs toujours repliés sur l'agriculture de subsistance ou sur des emplois précaires, comme les chantiers de bâtiments et de travaux publics. La jeunesse est la population la plus touchée, dans les villes en particulier, malgré les investissements consentis dans l'éducation. La croissance est inégalement répartie, et bénéficie à une partie seulement de la population, sans que l'on puisse pour autant parler de captation de rente. Par ailleurs, le déficit commercial grandit d'année en année, à mesure que l'économie et le pouvoir d'achat croissent. Les équilibres macroéconomiques ont été finalement stabilisés par l'aide internationale, le tourisme et par les envois de fonds de l'étranger par les travailleurs. Les ménages comptent toujours massivement sur ces transferts, dont les montants ont atteint 102 millions de dollars en août 2011 (60 % provenant de Russie), sans compter ceux qui transitent par des entreprises spécialisées. Malgré le maintien d'un bon climat des affaires et la création de zones franches industrielles et touristiques, les IDE, comme en 2011, sont restés inférieurs aux objectifs fixés par le gouvernement, en dessous des 25 % du PIB visés pour assurer une croissance durable, avec des effets d'entraînement faibles sur le tissu des entreprises et peu d'emplois créés.

Le gouvernement géorgien avait pourtant élaboré des dispositifs pour contrer les déséquilibres économiques à l'aide de mesures complémentaires à la politique libérale établie après la « révolution des roses » : mise en place d'un fonds de garantie (Partnership Fund) constitué sur le capital de plusieurs entreprises publiques ; création de la Georgian Agricultural Corporation, entreprise destinée à la promotion des services aux agriculteurs et du soutien à l'agro-industrie autour de niches ; investissements dans les infrastructures dans les villes touristiques, bien répartis dans le pays dans un souci d'équilibre territorial. Les retombées ont été importantes pour le tourisme (le gouvernement a recensé près de 4 millions de touristes en 2012) mais encore faibles pour l'agriculture et l'industrie, laissant la voie à la coalition menée par Bidzina Ivanishvili, qui avait investi 200 millions de dollars dans la campagne électorale, et était soutenue par la volonté de l'Eglise de chasser Saakachvili, et par un programme populiste et nationaliste à connotations xénophobes. Depuis les élections, la vague d'arrestations de membres de l'ancien gouvernement et les pressions exercées par la coalition au pouvoir sur les députés de la nouvelle opposition inquiètent les chancelleries occidentales qui redoutent une mise en cause de l'Etat de droit.

Principaux indicateurs économiques

Arménie

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB (nominal, milliards de dollars)	11,7	8,5	9,4	9,9	10
Croissance du PIB	6,9	-14,1	2,1	4,6	3,9
PIB par tête (en dollars)	3656	2656	2938	3094	3214
Prix à la consommation (croissance annuelle)	9	3,5	7,3	7,7	2,8
Soldes des administrations publiques (en % du PIB)	-1,8	-7,8	-4,9	-2,8	-3,1
Dette publique (en % du PIB)	13,5	34,7	33,3	35,1	34,2
Exportations (milliards de dollars)	1,8	1,3	1,9	2,4	2,6
Importations (milliards de dollars)	4,7	3,7	4,1	4,8	5
Balance commerciale (milliards de dollars)	-2,9	-2,4	-2,2	-2,4	-2,4
Balance courante (en % du PIB)	-11,8	-16	-14,7	-10,9	-10

Sources : FMI, *Regional Economic Outlook : Middle East and Central Asia*, novembre 2012
(p) : prévision

Azerbaïdjan

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB (nominal, milliards de dollars)	46,4	43,1	54,4	72,2	75
Croissance du PIB	10,8	9,3	5	0,1	3,9
PIB par tête (en dollars)	5213	4843	6112	8112	8429
Prix à la consommation (croissance annuelle)	20,8	1,6	5,7	7,9	3
Soldes des administrations publiques (en % du PIB)	20,8	6,8	14,6	13,3	8,2
Dette publique (en % du PIB)	7,3	11,8	11,1	10	11,4
Exportations (milliards de dollars)	32,1	22,8	28,5	37,2	35
Importations (milliards de dollars)	11,5	9,9	11	15,9	17,7
Balance commerciale (milliards de dollars)	20,6	12,9	17,5	21,3	17,3
Balance courante (en % du PIB)	35,5	23,6	28,4	26,5	20,4

Sources : FMI, *Regional Economic Outlook : Middle East and Central Asia*, novembre 2012
(p) : prévision

Géorgie

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
PIB (nominal, milliards de dollars)	12,9	10,7	11,7	12,9	14
Croissance du PIB	2,3	-3,8	6,4	7	6,5
PIB par tête (en dollars)	2932	2432	2659	2932	3122
Prix à la consommation (croissance annuelle)	10	1,7	7,1	8,5	0,2
Soldes des administrations publiques (en % du PIB)	-6,3	-9,2	-6,6	-3,6	-3,6
Dette publique (en % du PIB)	27,6	37,3	39,2	33,9	33,8
Exportations (milliards de dollars)	3,7	3,2	4,1	5,2	6,1
Importations (milliards de dollars)	7,5	5,3	6,1	7,9	9,1
Balance commerciale (milliards de dollars)	-3,8	-2,1	-2	-2,7	-3
Balance courante (en % du PIB)	-22,7	-11,7	-10,3	-11,8	-12,6

Sources : FMI, *Regional Economic Outlook : Middle East and Central Asia*, novembre 2012
(p) : prévision